

Il se peut fort bien que l'expérience que nous avons acquise au sein du Commonwealth, notamment dans le domaine culturel, puisse nous guider dans l'établissement de ces nouveaux liens avec les pays francophones. Les institutions par lesquelles le caractère permanent du Commonwealth s'exprime sur le plan concret, par exemple, la Fondation du Commonwealth et l'Association parlementaire du Commonwealth, pourraient peut-être servir de modèle en vue du resserrement des relations entre les pays de langue française. On est précisément en train de dresser les plans d'une réunion de parlementaires des pays d'expression française. Le Canada estime que ses relations avec le Commonwealth et le monde francophone peuvent ainsi se compléter et se renforcer les unes les autres. Il y a cinq ans à peine, le Canada était le seul pays indépendant de l'hémisphère occidental à faire partie du Commonwealth. Il y en a maintenant cinq de plus, six îles des Antilles ont déjà, ou sont sur le point d'avoir un nouveau statut d'associé qui leur assurera un certain degré d'indépendance.

A cause de la proximité géographique et d'autres facteurs, les Canadiens éprouvent depuis longtemps une affection spéciale pour leurs voisins des Antilles occidentales. Nous avons confiance que, dans cette ère nouvelle d'indépendance, cette amitié de longue date deviendra plus profonde, à notre avantage mutuel. On a franchi un pas important et concret dans cette voie l'an dernier en convoquant à Ottawa la Conférence Canada-Antilles du Commonwealth à laquelle ont assisté les chefs de gouvernement et les principaux ministres de tous les pays antillais du Commonwealth et qu'a présidée notre propre premier ministre, en sa qualité de chef de gouvernement hôte.

Récemment, la mort de Sir Donald Sangster, ancien premier ministre de la Jamaïque et l'un des chefs les plus éminents des pays antillais du Commonwealth, a été pour nous une lourde perte. Sir Donald était un excellent ami du Canada: beaucoup de Canadiens le connaissaient. Il avait une foi inébranlable dans le Commonwealth et dans ce qu'il incarne dans le monde actuel.

Je vous ai entretenus de l'évolution du Commonwealth, je vous ai parlé en particulier des éléments qui intéressent davantage le Canada. Le conflit du Vietnam, bien qu'il ne soit pas un problème du Commonwealth, préoccupe beaucoup les pays du Commonwealth - je voudrais m'y arrêter pendant quelques instants.

Rappelons que la Grande-Bretagne, à titre de coprésidente de la Conférence de Genève de 1954, a des responsabilités particulières vis-à-vis du Vietnam, tout comme l'Inde et le Canada, deux des trois membres de la Commission internationale établie pour la surveillance du cessez-le-feu conclu en 1954. Deux autres membres du Commonwealth, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, situés tous les deux dans la zone du conflit, ont envoyé des forces armées pour la défense du Vietnam Sud.

Évidemment, le Canada n'a aucun intérêt national direct à affirmer ou à défendre dans le sud-est de l'Asie. Nous avons été amenés dans cette partie du globe à titre de citoyens de la grande communauté des nations et nous nous sommes efforcés, par l'entremise de la Commission et par d'autres moyens, d'user de notre influence pour favoriser la cause de la paix au Vietnam.

Nous avons toujours soutenu qu'un règlement du conflit vietnamien exigera des concessions des deux côtés. Nous aimerions certes que les bombar-